

# L'ÎLE DE SAMOS - Une frontière européenne au coeur des droits humains bafoués

Rapport de mission 2024 - Salomé Brun

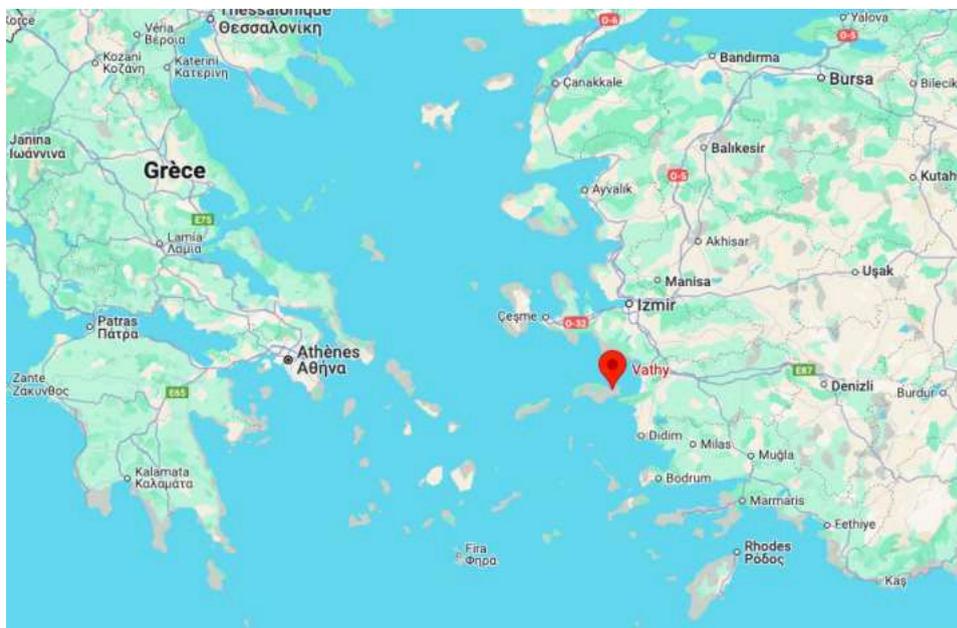


## SOMMAIRE

<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>3</b>
<b>I. LE RIC DE SAMOS (2016-2021).....</b>	<b>4</b>
<b>II. LE CENTRE FERMÉ DE SAMOS.....</b>	<b>6</b>
a) Présentation générale.....	6
b) Un Centre de Détention?.....	7
c) Des conditions de vie inhumaines et indignes.....	8
<b>III. TRAVERSÉES DEPUIS LA TURQUIE.....</b>	<b>10</b>
a) Un contexte international et diplomatique particulier.....	10
b) Évolution des pratiques des passeurs.....	10
c) Tragédies en routes vers Samos.....	11
<b>IV. Fin 2024 - Point sur la situation.....</b>	<b>12</b>
a) Augmentation du nombre de personnes déplacées.....	12
b) Surpopulation du CCAC de Samos.....	12
c) Préoccupations concernant l'utilisation de technologies dans le CCAC de Samos.....	12

## INTRODUCTION

L'île de Samos, située en mer Égée à seulement deux kilomètres des côtes turques, est depuis plusieurs années un point d'entrée majeur pour les personnes déplacées cherchant à rejoindre l'Union européenne (UE) afin d'y demander l'asile et faire reconnaître leurs droits.



Titre: L'île grecque de Samos - capture d'écran Google Maps.

**Entre 2016 et 2021**, l'île abritait un centre d'accueil et d'identification (RIC) à Vathy, centre administratif de l'île. Ce centre, destiné à accueillir et enregistrer les personnes arrivant sur l'île, était souvent saturé, avec des infrastructures insuffisantes pour gérer un nombre croissant de résidents. En **septembre 2021**, les autorités grecques ont inauguré un nouveau centre pour demandeurs d'asile, dénommé *Closed Control Access Centre (CCAC)*, soit un « **centre fermé** à l'accès contrôlé », à 100% financé par l'Union européenne. Ce centre, doté de mesures de sécurité strictes, est largement critiqué par les organisations de défense des droits humains, qui dénoncent des détentions arbitraires et des conditions de vie inacceptables pour les résidents.

La situation à Samos n'est pas isolée et fait écho aux autres îles de la mer Égée. D'après les données publiées par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR)<sup>1</sup>, 41 561 personnes déplacées et demandeurs d'asile ont atteint les côtes grecques de la mer Égée en 2023, représentant une augmentation de 226 % par rapport à l'année précédente. La répartition démographique de ces arrivants était de 60 % d'hommes, 23 % d'enfants et 18 % de femmes. Samos a accueilli 19 % de ces personnes, se classant derrière les îles du Dodécannèse (38 %) et Lesbos (32 %). Les principaux pays d'origine des arrivants à Samos étaient la Syrie (32 %), l'Afghanistan (13 %) et l'État de Palestine (20 %).

<sup>1</sup> UNHCR. 2024. Greece Sea arrivals Dashboard - Décembre 2023. Disponible [ici](#).

En 2023, le Service d'Asile grec a rendu 52 314 décisions en première instance, dont 30 423 sur le fond<sup>2</sup>. Plus des trois quarts des demandes d'asile examinées sur le fond ont été acceptées, faisant passer le taux de reconnaissance en première instance de 62,3 % en 2022 à 76,6 % en 2023. Parmi ces décisions, 24 347 ont accordé le statut de réfugié, 590 une protection subsidiaire<sup>3</sup>, tandis que 7 590 demandes ont été rejetées sur le fond. Les taux de reconnaissance sont restés particulièrement élevés pour les principaux pays d'origine des demandeurs de protection : plus de 99 % pour la Palestine et l'Afghanistan, plus de 98 % pour la Syrie et le Yémen, plus de 95 % pour le Soudan et l'Irak, et presque 90 % pour la Somalie.<sup>4</sup>

Les traversées périlleuses jusqu'à l'île grecque sont quotidiennes et plusieurs tragédies ont ponctué l'année 2024. Ces événements soulignent les défis persistants auxquels l'île est confrontée et les préoccupations continues concernant le respect des droits fondamentaux des personnes déplacées.

## I. LE RIC DE SAMOS (2016-2021)



Titre: RIC de Samos - 2018 © UNHCR/Markel Redondo<sup>5</sup>

Les Centres d'Accueil et d'Identification (RICs) fonctionnent comme des camps semi-ouverts et le RIC de Samos ne faisait pas exception. Bien qu'une certaine liberté de déplacement dans la ville était possible, les forces de police restreignaient la mobilité sur

---

<sup>2</sup> “Decision on merits”: décision prise par les autorités compétentes qui examinent et tranchent sur la demande d'asile en fonction de son contenu substantiel. L'évaluation porte sur les motifs invoqués par le demandeur pour justifier sa demande, à savoir s'il remplit les critères pour être reconnu comme réfugié ou bénéficiaire d'une protection subsidiaire, conformément à la Convention de Genève et au droit européen.

<sup>3</sup> La **protection subsidiaire** est un statut accordé en droit d'asile aux personnes qui ne remplissent pas les critères pour être reconnues comme réfugiées au sens de la **Convention de Genève**, mais qui risquent de subir des atteintes graves si elles retournaient dans leur pays d'origine. La protection subsidiaire vise ainsi à offrir une sécurité juridique et humanitaire aux personnes en danger, tout en distinguant leur situation de celle des réfugiés au sens strict.

<sup>4</sup> Refugee Support Aegean. 2024. The Greek asylum procedure in 2023. Disponible [ici](#) ; Refugee Support Aegean. 2024. The Greek asylum procedure in figures in 2023. Disponible [ici](#) ; Ministère de la Migration et de l'Asile. Statistiques - Notes d'information. Disponible [ici](#).

<sup>5</sup> UNHCR. 2018. UNHCR urges Greece to accelerate emergency measures to address conditions on Samos and Lesbos. Disponible [ici](#).

l'ensemble de l'île.<sup>6</sup> Dans le RIC de Samos, à certains moments plus de 8 000 personnes s'entassaient dans un espace initialement prévu pour accueillir seulement 650 individus.<sup>7</sup>

Les conditions de vie dans le RIC de Samos étaient difficiles, caractérisées par un manque d'intimité, des problèmes d'hygiène, une pénurie d'eau potable et des infrastructures sanitaires limitées. La vie à l'intérieur des RIC était caractérisée par une absence criante de systèmes de soutien essentiels, ce qui a provoqué de graves crises sanitaires.<sup>8</sup> Les personnes déplacées étaient alors souvent confinées pendant de longues périodes, exposées à des tensions internes, à des violences et à une insécurité croissante. L'absence de structures adaptées et la gestion chaotique de l'augmentation de la population ont créé un environnement particulièrement précaire pour ces individus, jusqu'à ce que le gouvernement grec décide de construire un camp fermé sur l'île dans l'idée primaire de réguler la situation.



Titre: RIC de Samos - 2019 © Samos Volunteers<sup>9</sup>

Le 3 octobre 2024, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a condamné la Grèce pour violation des articles 3 (interdiction des traitements inhumains et dégradants), 5§1 (droit à la liberté et à la sûreté) et 5§4 (droit de recours à un tribunal) de la Convention

---

<sup>6</sup> Julia Manek. 2024. No Camp is a “Good Camp”: The Closed Controlled Access Centre on Samos as a Torturing Environment and Necropolitical Space of Uncare. Disponible [ici](#).

<sup>7</sup> Julia Manek. 2024. No Camp is a “Good Camp”: The Closed Controlled Access Centre on Samos as a Torturing Environment and Necropolitical Space of Uncare. Disponible [ici](#).

<sup>8</sup> Samos Advocacy Collective. 2021. Mental health in Samos: the invisible emergency. Disponible [ici](#).

<sup>9</sup> Gemma Bird et Amanda Russell Beattie. 2019. Samos: grim winter leads to protests by refugees living in limbo on Greek island. Disponible [ici](#).

européenne des droits de l'homme (CEDH). Cette condamnation concerne des violations subies en **2019** par plusieurs mineurs alors hébergés dans le RIC de Samos.

Représentés par le Conseil grec pour les réfugiés (GCR) devant la CEDH, les mineurs ont dénoncé, entre autres, leurs conditions de vie inhumaines et dégradantes dans le RIC de Samos, leur détention et l'impossibilité de contester cette décision, fondée sur un ordre oral des autorités judiciaires. La Cour a jugé que les autorités grecques n'avaient pas agi rapidement pour les héberger, rappelant que l'afflux de demandes d'hébergement pour mineurs non accompagnés ne les dispensait pas de leurs obligations de protection.

La Cour a également constaté une violation de l'article 3 en raison des conditions de détention des mineures.

## **II. LE CENTRE FERMÉ DE SAMOS.**



Titre: CCAC de Samos. ©Ministère de l'Asile et de la Migration

### **a) Présentation générale**

Le centre fermé de Samos a été inauguré en 2021. Il est situé dans une zone reculée au nord-ouest de Samos, à 6,9 km de la ville la plus proche et des services essentiels.

Dans son dernier rapport, l'organisation *I Have Rights*, basée sur l'île de Samos, décrit le CCAC de la manière suivante:

*Le CCAC de Samos ressemble à une prison. Les hébergements et les services sont organisés dans des conteneurs, séparés par des points de contrôle, entourés de multiples couches de barbelés et étroitement surveillés par la police hellénique, les autorités frontalières, et G4S, une société privée de sécurité. Les services y sont partagés et rares. Pour accéder aux différentes zones du CCAC, les personnes doivent passer par des points de contrôle surveillés par des agents de sécurité, traverser des clôtures, des tourniquets, des portiques magnétiques, des scanners à rayons X, et se soumettre à une procédure d'identification à deux facteurs, qui peut inclure le scan d'une carte d'identification biométrique et leurs empreintes digitales.<sup>10</sup>*

I Have Rights précise également que “le CCAC opère dans un contexte plus large de politique de dissuasion et d'isolement menée par les autorités grecques, incluant la pratique systématique des refoulements illégaux. [...] Après Lesbos, Samos est l'île avec le deuxième taux le plus élevé de refoulements dans l'Égée.”<sup>11</sup>

## **b) Un Centre de Détention?**

Le CCAC de Samos a un fonctionnement qui s'apparente à celui d'un établissement carcéral. Lors de leur arrivée sur l'île de Samos, les personnes déplacées sont amenées au CCAC où elles sont détenues de-facto pour une durée de 25 jours au maximum. En effet, d'après la directive 2013/33/UE du Parlement européen et du conseil, un demandeur d'asile peut être placé en rétention pour établir et vérifier son identité<sup>12</sup>. Cette rétention peut s'étendre jusqu'à cinq jours, avec une possibilité d'extension de 20 jours supplémentaires.<sup>13</sup> Cependant cette extension ne peut être effectuée qu'au cas par cas et sous certaines conditions propres à la situation individuelle de la personne concernée.

Dans le CCAC de Samos, les demandeurs d'asile reçoivent automatiquement des ordres de rétention ("Restriction of Freedom Orders") de 5 jours, puis de 20 jours, sans qu'une évaluation individuelle ne soit réalisée pour justifier l'extension à 20 jours, en violation des exigences légales. Selon le droit européen, il est permis de détenir une personne à des fins de vérification d'identité après un franchissement irrégulier de frontière, mais toute prolongation de détention jusqu'à 25 jours doit être dûment justifiée. Par ailleurs, le premier ordre de rétention n'est pas systématiquement délivré le jour de l'arrivée de la personne, mais parfois de manière rétroactive, ce qui expose les individus à une période de détention illégale.

---

<sup>10</sup> I Have Rights. 2025. Controlled and Confined: Unveiling the Impact of Technology in the Samos Closed Controlled Access Centre. Disponible [ici](#).

<sup>11</sup> I Have Rights. 2025. Controlled and Confined: Unveiling the Impact of Technology in the Samos Closed Controlled Access Centre. Disponible [ici](#).

<sup>12</sup> Parlement européen et Conseil. 2013. Directive 2013/33/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 établissant des normes pour l'accueil des personnes demandant la protection internationale (refonte) Article 8. Disponible [ici](#).

<sup>13</sup> Voir article 40 - loi hellénique 4939/2022

I Have Rights précise sur le sujet de la rétention:

*Une fois les procédures d'identification terminées, les individus ne peuvent accéder qu'à des zones limitées du CCAC et sont soumis à un couvre-feu strict. Globalement, les effets de la détention de facto, du manque d'intimité, de la surveillance intrusive, de l'isolement et de l'absence d'accès aux services essentiels entraînent un impact délétère sur la santé physique et mentale des personnes retenues dans le centre.<sup>14</sup>*

Une fois les personnes correctement identifiées et enregistrées, ces dernières sont alors autorisées à quitter le CCAC durant la journée en dehors des heures de couvre feu. Cependant, les procédures lourdes rendent les déplacements compliqués pour les résidents : longues queues pour sortir du centre, installations de contrôles sur le style aéroportuaire, liaisons de bus insuffisantes pour rejoindre le centre administratif de l'île (Vathy).

### **c) Des conditions de vie inhumaines et indignes**

Les conditions de vie des personnes vivant dans le CCAC de Samos ne respectent pas les normes de dignité humaine pourtant explicitées dans la Convention européenne des droits de l'Homme (Article 3).

En 2023, l'Ombudsman de l'Union Européenne<sup>15</sup> a été jusqu'à dire:

*Les clôtures extérieures et l'infrastructure de surveillance ne créent pas un environnement physique propice au bien-être et rappellent plutôt des établissements de détention [...] Il est difficile de comprendre comment le respect de la dignité humaine et la protection de l'intérêt supérieur de l'enfant et des personnes vulnérables peuvent être garantis si les résidents sont forcés de rester dans un tel environnement.<sup>16</sup>*

À de nombreuses reprises, l'organisation I Have Rights a dénoncé les conditions de vies inhumaines dans les *monthly reports* publiés par le réseau *Border Violence Monitoring Network*.<sup>17</sup> Notamment en novembre 2024, l'organisation basée à Samos affirmait:

*Les résidents étaient contraints de dormir par terre, sans literie ni vêtements appropriés, dans des températures glaciales. Par exemple, un témoin a rapporté avoir dû dormir sur le sol pendant environ 30 jours. Selon les témoignages de 6 personnes, les conditions dans la soi-disant « zone de quarantaine » étaient encore plus épouvantables. Les personnes étaient de facto détenues dans des espaces surpeuplés et mal équipés pour des périodes allant de 4 à 15 jours. Il n'y avait pas d'accès à l'eau*

---

<sup>14</sup> I Have Rights. 2025. Controlled and Confined: Unveiling the Impact of Technology in the Samos Closed Controlled Access Centre. Disponible [ici](#).

<sup>15</sup> L'Ombudsman de l'Union européenne (ou Médiateur européen) est une institution indépendante qui enquête sur les cas de mauvaise administration au sein des institutions, organes et agences de l'UE

<sup>16</sup> EU Ombudsman. 2023. Decision in strategic inquiry OI/3/2022/MHZ on how the European Commission ensures respect for fundamental rights in EU-funded migration management facilities in Greece. Para 48. Disponible [ici](#).

<sup>17</sup> Border Violence Monitoring Network. Monthly reports data base. Disponible [ici](#).

*courante, les salles de bain étaient sales, il n'y avait pas d'accès adéquat aux douches, et les containers étaient laissés sans éclairage suffisant. Des acteurs présents sur l'île ont signalé que certaines salles de bain dans la soi-disant « zone de détention en quarantaine » étaient sans portes, privant ainsi les détenus de toute intimité. De plus, la nourriture était fournie une fois par jour, souvent avariée ou congelée. Selon un témoin, jusqu'à 30-35 personnes étaient entassées dans un seul container sans explication claire de la durée ou des raisons de leur détention. Des articles de base, comme des couvertures, du savon et des produits sanitaires, n'étaient pas fournis. La mobilité était restreinte à la zone d'isolement, qui était surveillée par des caméras. En novembre, une femme enceinte de manière avancée a rapporté à l'organisation I Have Rights qu'elle était contrainte de dormir par terre, sans literie ni couvertures. Elle a également décrit ne pas avoir accès à des vêtements suffisants. Un autre témoin a rapporté que son téléphone avait été confisqué pendant neuf jours sans explication. Les conditions d'hygiène générales dans le CCAC étaient également déplorable en novembre ; les gens manquaient de produits de nettoyage, de services de laverie et d'un système de gestion des déchets fonctionnel, créant ainsi un terreau pour les maladies. Les soins médicaux étaient gravement insuffisants. La sécurité était une autre préoccupation, car les femmes, les enfants et d'autres résidents vulnérables étaient contraints de vivre dans des espaces mixtes non sécurisés, sans protection ni soutien adéquats. En réponse, des ONG sur l'île ont publié une lettre ouverte<sup>18</sup> pour dénoncer les conditions inhumaines dans le CCAC de Samos.<sup>19</sup>*

I Have Rights précise également qu' "il n'y a pas de médecin nommé à temps plein par l'État sur le site. Les évaluations de vulnérabilité n'ont généralement pas lieu, ou alors plusieurs semaines après l'arrivée. Ces évaluations ont été décrites par les personnes déplacées comme étant 'précipitées' et ressemblant à 'un exercice de case à cocher'. L'accès à un psychologue est également très restreint : il n'y en a qu'un pour une population actuelle de 4 303 personnes, ce qui soulève des préoccupations graves quant à la rigueur des évaluations et à l'identification des personnes vulnérables. Cela laisse des individus privés de leur liberté, sans que leurs vulnérabilités soient identifiées, privés d'accès aux services essentiels et avec des besoins négligés."<sup>20</sup>

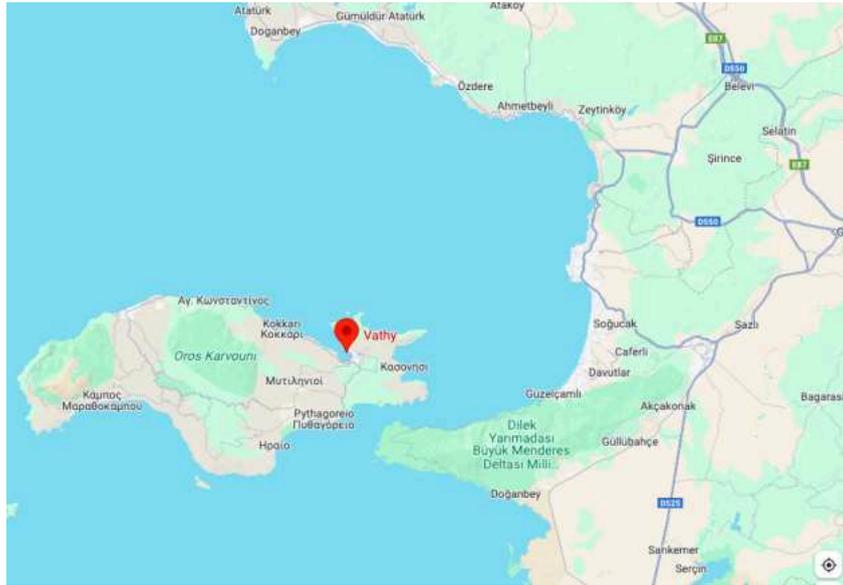
---

<sup>18</sup> Human Rights Legal Project. 2024. Open letter: inhumane living conditions in the Samos Closed Controlled Access Centre. Disponible [ici](#).

<sup>19</sup> Border Violence Monitoring Network. 2025. Monthly Report November 2024. Pages 24-25. Disponible [ici](#).

<sup>20</sup> I Have Rights. 2025. Controlled and Confined: Unveiling the Impact of Technology in the Samos Closed Controlled Access Centre. Disponible [ici](#).

### III. TRAVERSÉES DEPUIS LA TURQUIE



Titre: Proximité de l'île de Samos avec les côtes turques - Capture d'écran google maps.

#### a) Un contexte international et diplomatique particulier

Selon un rapport de Frontex<sup>21</sup>, les flux migratoires en provenance de la Turquie vers les îles grecques ont augmenté de 39 % au cours des huit premiers mois de 2024. Au total, 37 163 personnes ont traversé la frontière. En revanche, une nette diminution des flux migratoires a été observée dans le reste de l'Europe.

Parallèlement, les mesures strictes mises en place par l'Allemagne pour bloquer les migrants dits "irréguliers" entraînent une réaction en chaîne dans d'autres pays européens, qui craignent l'adoption de mesures similaires. Pour contourner d'éventuelles patrouilles des autorités grecques, les passeurs ont modifié leurs codes, applications et modes opératoires.

On note également une forte augmentation des flux aux frontières terrestres orientales de l'Europe (+193 %) et en Afrique de l'Ouest (+123 %). Les principales nationalités des réfugiés et migrants proviennent de Syrie et d'Afghanistan. À l'inverse, les plus fortes baisses ont été enregistrées dans les Balkans occidentaux (-77 %) et la Méditerranée centrale (-64 %).

#### b) Évolution des pratiques des passeurs

La situation à Samos en 2024 illustre les défis accrus de la gestion des migrations dans une région où les routes maritimes restent cruciales pour les demandeurs d'asile cherchant à rejoindre l'Europe. L'île de Samos continue d'être un point névralgique dans la gestion des flux migratoires à la frontière maritime entre la Grèce et la Turquie. En 2024, une évolution

<sup>21</sup> Frontex. 2024. EU external borders: Detections down 39% in first 8 months of 2024. Disponible [ici](#).

inquiétante a été observée dans les méthodes utilisées par les réseaux de passeurs, rendant la situation encore plus complexe pour les autorités grecques.<sup>22</sup>

Les passeurs adoptent désormais de nouveaux moyens de transport, plus rapides et sophistiqués, tels que des hors-bords équipés de moteurs puissants, des voiliers et même des jet-skis. Ces méthodes permettent des traversées rapides depuis les côtes turques vers la Grèce ou l'Italie et facilitent la fuite des passeurs après avoir abandonné les migrants en mer. Les autorités doivent désormais non seulement intensifier les patrouilles mais aussi s'adapter à des menaces armées, augmentant ainsi les tensions dans cette zone frontalière déjà tendue. Ces changements dans les pratiques rendent les opérations de surveillance et de sauvetage de plus en plus dangereuses pour les personnes déplacées et mènent à des tragédies.

En juillet 2024, une confrontation armée au large de Chios a illustré la gravité de la situation, des passeurs ayant ouvert le feu sur une patrouille de la garde côtière pour échapper à l'arrestation. Cette violence met en lumière les risques accrus pour les personnes déplacées dans un contexte où les circuits de trafic humain deviennent de plus en plus sophistiqués et audacieux.

Les passeurs adoptent une nouvelle stratégie pour diriger les réfugiés vers des îles dépourvues de centres d'accueil organisés, comme Karpathos, Symi et Rhodes. Cette tactique évite les îles abritant un CCAC telles que Samos. À Rhodes, qui enregistrait environ 100 arrivées quotidiennes fin octobre 2024, les autorités doivent transférer les nouveaux arrivants vers des centres d'accueil situés sur d'autres îles, comme Kos et Leros. En Crète, les personnes déplacées sont dirigées vers le centre de Malakasa, déjà surchargé.

### **c) Tragédies en routes vers Samos**

En 2024, le Parquet du tribunal de première instance de Samos a engagé des poursuites pénales pour des crimes graves liés à une opération de refoulement de personnes déplacées en septembre 2021, qui a entraîné la mort par noyade de deux demandeurs d'asile, jetés en mer sans gilets de sauvetage par les gardes-côtes. Cette affaire, initialement révélée par des enquêtes journalistiques (BBC, Guardian, Lighthouse Reports, Mediapart, Spiegel) et par le Greek Helsinki Monitor (GHM), a été relancée à la suite d'une question posée par des députés de SYRIZA<sup>23</sup> au ministère de la Justice.

Les accusations incluent violences physiques et psychologiques, mise en danger de la vie d'autrui, atteinte à la dignité humaine, et manquement au devoir. Cette poursuite judiciaire démontre la crédibilité des témoignages de 15 victimes et souligne la responsabilité des autorités pour identifier les coupables et indemniser les victimes, y compris les familles des personnes déplacées ayant péri.

---

<sup>22</sup> Tanea. 2024. Trafiquants de bateaux en vedettes rapides. Disponible [ici](#). ; Limenikanea. 2024. Migration : Des bateaux aux vedettes rapides, les trafiquants. Disponible [ici](#).

<sup>23</sup> SYRIZA (Coalition de la Gauche Radicale) est un parti politique grec de gauche, fondé en 2004. Il est né d'une coalition de mouvements de gauche, incluant des socialistes, des écologistes et des communistes.

L'année 2024 a quant-à elle recensé huit cas de naufrages ou accidents de personnes en route vers l'île de Samos. Ont alors été totalisés au moins 23 décès lors de cette année.

Notamment, le mois de novembre 2024 a été particulièrement tragique avec quatre accidents. En l'espace trois jours seulement (les 25 et 28 novembres), quatre femmes et six enfants ont perdu la vie dans deux naufrages au large des côtes de Samos.

#### **IV. Fin 2024 - Point sur la situation**

##### **a) Augmentation du nombre de personnes déplacées**

En 2024, 54 417 personnes sont entrées en Grèce par la Mer Egée d'après les données de l'UNHCR, dont plus de 10 000 personnes seulement pour l'île de Samos.

En 2023 c'étaient 41 561 personnes qui s'étaient lancées dans la traversée vers les îles Grecques, dont 7 855 vers Samos.

##### **b) Surpopulation du CCAC de Samos**

Au 23 janvier 2025, d'après le ministère grec de la migration et l'asile<sup>24</sup> le CCAC de Samos recensait 4 199 résidents pour une capacité officielle de 3 650 personnes. En d'autres termes, le centre de Samos opère actuellement à 115% de ses capacités.

La surpopulation du CCAC de Samos a été dénoncée à plusieurs reprises<sup>25</sup> depuis septembre 2024 par les différentes organisations locales. En 2024, d'après les données du UNHCR, le CCAC de Samos a dépassé ses capacités en Janvier 2024, puis à compter d'octobre 2024. Du 07 octobre jusqu'à janvier 2025, le CCAC n'a pas opéré en dessous de 100% de ses capacités. Un pic a été atteint la semaine du 04 au 10 novembre où la population du centre recensée à été de près de 4 600 individus.

##### **c) Préoccupations concernant l'utilisation de technologies dans le CCAC de Samos.**

Un rapport<sup>26</sup> récent de l'organisation *I Have Rights* et du *Border Violence Monitoring Network* a mis en lumière l'utilisation abusive de technologies et de systèmes basés sur l'intelligence artificielle à l'encontre des personnes déplacées résidant dans le CCAC de Samos.

---

<sup>24</sup> Ministère de la Migration et de l'Asile. NSP Eastern Aegean 23.01. Disponible [ici](#).

<sup>25</sup> Human Rights Legal Project. 2024. Open letter: inhumane living conditions in the Samos Closed Controlled Access Centre. Disponible [ici](#). ; Border Violence Monitoring Network. 2025. Monthly Report November 2024. Pages 24-25. Disponible [ici](#).

<sup>26</sup> I Have Rights. 2025. Controlled and Confined: Unveiling the Impact of Technology in the Samos Closed Controlled Access Centre. Disponible [ici](#).

Depuis son ouverture en 2021, le CCAC fonctionne comme un centre de détention et de réception de facto, constituant un modèle pour le nouveau pacte européen sur la migration. Cependant, son environnement carcéral et ses technologies de surveillance intrusives ont suscité de nombreuses critiques d'organisations nationales et internationales, notamment en matière de protection des données. En avril 2024, l'Autorité hellénique de protection des données (HDPDA) a infligé une amende record au ministère grec de la Migration et de l'Asile pour violations des lois sur la protection des données dans le CCAC, et lui a ordonné de prendre des mesures correctives, qui, selon le rapport, n'ont pas été mises en œuvre.

Parmi les principales découvertes de cette enquête figure la confiscation systématique des téléphones portables des nouveaux arrivants sur l'île, sans qu'aucun fondement légal ne soit présenté par les autorités grecques pour justifier cette pratique. Plus grave encore, la police grecque, soupçonnée d'être à l'origine de ces saisies, a nié toute responsabilité, en dépit des témoignages de plus de 52 personnes déplacées et des déclarations de Frontex corroborant ces faits.

Le rapport examine l'impact humain des technologies de surveillance dans le CCAC de Samos, où des drones, des caméras de vidéosurveillance, des systèmes basés sur l'intelligence artificielle et des dispositifs de reconnaissance biométrique sont utilisés. Ces technologies affectent non seulement les personnes déplacées, mais aussi les travailleurs du centre.

*Pour plus d'information sur la situation de Samos lire le rapport d'[Amnesty International](#)*